



## CHAPITRE 11

Loi concernant les universités, le fonds d'éducation et l'impôt sur les corporations

[Sanctionnée le 10 mars 1960]

Préambule.

**A**TTENDU que la Législature de la province de Québec, dans l'exercice des pouvoirs souverains que lui accorde la constitution canadienne dans le domaine de l'éducation, a voté à la présente session deux lois pour venir en aide aux universités du Québec, à savoir: la Loi concernant les investissements immobiliers des universités et la Loi concernant une aide financière aux universités de la province;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir, d'une manière compatible avec les droits constitutionnels de la province, au paiement des dépenses qui lui seront occasionnées par l'application de ces deux lois;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1947,  
c. 33, a. 6,  
remp.

**1.** L'article 6 de la Loi de l'impôt sur les corporations (11 George VI, chapitre 33), remplacé par l'article 3 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 19, est de nouveau remplacé par le suivant:

Taxe  
annuelle  
imposée.

**"6. 1.** En outre des taxes sur le capital et sur les places d'affaires mentionnées dans la présente loi, toute compagnie, société ou personne visées par les paragraphes 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 18° et 19° de l'article 3 et toute compagnie de gestion qui tiennent bureau dans la province ou

## CHAPTER 11

An Act respecting universities, the education fund and the corporation tax

[Assented to, the 10th of March, 1960]

Preamble.

**W**HEREAS the Legislature of the Province of Quebec, in the exercise of the sovereign powers assigned to it by the Canadian constitution in the field of education, passed two acts at the present session with a view to assisting the universities of Quebec, namely: the Act respecting capital investments in real estate of universities and the Act respecting financial assistance to the universities of the province;

Whereas it is expedient to provide, in a way consistent with the constitutional rights of the province, for the payment of the expenditure incurred in pursuance of the said two acts;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 6 of the Corporation Tax Act (11 George VI, chapter 33), replaced by section 3 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 19, is again replaced by the following:

1947,  
c. 33, s. 6,  
replaced.

**"6. 1.** In addition to the taxes on capital and upon places of business mentioned in this act, every company, partnership or person contemplated by subdivisions 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18 and 19 of section 3 and every holding company having an office in the province or which is carrying on business

Annual  
tax levied.

y transigent des affaires, soit directement, soit par l'entremise d'une personne rémunérée à salaire ou à commission ou de toute autre manière et agissant à titre d'employé, de vendeur, d'agent, de représentant ou à tout autre titre, doivent payer annuellement une taxe équivalant à dix pour cent du revenu net de leur année financière respective en cours le premier janvier 1960 et de chacune de leurs années financières subséquentes.

Calcul.

Si l'année financière en cours le premier janvier 1960 ne correspond pas à l'année civile, la taxe pour cette année financière est imposée au taux de neuf pour cent pour la partie comprise dans l'année civile 1959 et au taux de dix pour cent pour la partie comprise dans l'année civile 1960. Pour le calcul de cette taxe, le revenu total de l'année financière est imputé à chacune des deux années 1959 et 1960 dans la proportion du nombre de jours de l'année financière écoulée dans chacune de ces deux années civiles.

Idem.

Cette taxe est aussi exigible de toute compagnie, société ou personne visée au premier alinéa du présent article et qui, après l'entrée en vigueur de la présente loi, établit un bureau ou commence à transiger des affaires dans la province.

Taxe sur  
compa-  
gnies de  
fiducie.

2. Toute compagnie de fidéicommissaires faisant affaires en cette province à la date du premier janvier 1960 ou qui commencera à y faire des affaires après cette date doit payer annuellement, en outre des taxes mentionnées au paragraphe 12° de l'article 3, une taxe équivalant à un pour cent du revenu net de son année financière en cours le premier janvier 1960 et de chacune de ses années financières subséquentes.

Calcul.

Cependant, quant à toute compagnie de fidéicommissaires dont l'année financière en cours le premier janvier 1960 ne correspond pas à l'année civile, ladite taxe additionnelle de un pour cent ne s'applique pas, en ce qui concerne cette année financière, à la partie comprise dans l'année civile 1959. Dans ce cas, pour le calcul de cette taxe imposée pour la partie de l'année financière comprise dans l'année civile 1960, le revenu net total de l'année financière est imputé à chacune des deux

therein, directly or through a person paid by salary, commission or otherwise, acting as employee, vendor, agent, representative or in any other capacity, shall pay annually a tax equivalent to ten per centum of the net revenue of their respective financial year in progress on the first of January, 1960 and of each of their subsequent respective financial years.

If the financial year already in progress on the first of January, 1960, does not correspond with the calendar year, the tax for such financial year shall be imposed at the rate of nine per centum for the portion included in the calendar year 1959 and at the rate of ten per centum for the portion included in the calendar year 1960. In computing such tax, the total revenue of the financial year shall be allocated to each of the years 1959 and 1960 in the proportion of the number of days of the financial year that fell within each of those two calendar years.

Calcula-  
tion.

This tax shall also be exigible from every company, partnership or person mentioned in the first paragraph of this section and which, after the coming into force of this act, shall establish an office or commence doing business in the province.

Idem.

2. Every trust company doing business in this province on the first of January, 1960, or starting to do business therein after such date shall pay annually, in addition to the taxes mentioned in subdivision 12 of section 3, a tax equivalent to one per centum of the net revenue of its financial year in progress on the first of January, 1960, and of each of its subsequent financial years.

Tax on  
trust com-  
panies.

However, as regards any trust company whose financial year in progress on the first of January, 1960, does not correspond with the calendar year, the said additional tax of one per centum shall not apply, with respect to such financial year, to the portion included in the calendar year 1959. In such case, in computing such tax imposed for the portion of the financial year included in the calendar year 1960, the total net revenue of the financial year shall be allocated to each of

Calcula-  
tion.

années 1959 et 1960 dans la proportion du nombre de jours de l'année financière écoulée dans chacune de ces deux années civiles."

the years 1959 and 1960 in the proportion of the number of days of the financial year that fell within each of those two calendar years."

1946, c.  
21, a. 3b,  
aj.

**2.** La Loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21) est modifiée en y ajoutant, après l'article 3a, édicté par l'article 3 de la loi 11 George VI, chapitre 32, le suivant:

**2.** The Act to insure the progress of education (10 George VI, chapter 21) is amended by adding thereto, after section 3a, enacted by section 3 of the act 11 George VI, chapter 32, the following:

Verse-  
ments au  
fonds  
d'éduca-  
tion.

**"3b.** Nonobstant toute disposition inconciliable de la Loi de l'impôt sur les corporations, le ministre des finances doit verser audit fonds d'éducation pour l'année financière 1960-61 et pour chaque année financière subséquente, à même la taxe imposée en vertu du paragraphe 1 de l'article 6 de la Loi de l'impôt sur les corporations, un dixième du produit de cette taxe perçu durant la même année financière.

**"3b.** Notwithstanding any inconsistent provision of the Corporation Tax Act, the Minister of Finance shall pay into the said education fund for the financial year 1960-61 and for each subsequent financial year, out of the tax imposed under subsection 1 of section 6 of the Corporation Tax Act, one-tenth of the proceeds of such tax collected during the same financial year.

Idem.

Il doit également, pour l'année financière 1960-61 et pour chaque année financière subséquente, verser à ce fonds d'éducation le produit entier, perçu durant la même année financière, de la taxe additionnelle imposée par le paragraphe 2 de l'article 6 de ladite Loi de l'impôt sur les corporations."

He shall also, for the financial year 1960-61 and for each subsequent financial year, pay into such education fund the whole proceeds, collected during the same financial year, of the additional tax imposed by subsection 2 of section 6 of the said Corporation Tax Act."

Sommes  
à être  
versées  
au fonds  
d'amor-  
tissement.

**3.** Toute somme que le gouvernement de la province de Québec recevra, le cas échéant, du gouvernement du Canada, ou de la Conférence nationale des universités canadiennes, ou du Conseil des Arts du Canada, ou de tout autre organisme désigné à cette fin, à même les montants qui, dans l'intention du gouvernement du Canada, auraient pu être destinés aux universités de la province, doit être versée au fonds d'amortissement constitué par la Loi concernant les investissements immobiliers des universités (8-9 Elizabeth II, chapitre 5 ou au fonds d'éducation constitué par la loi 10 George VII, chapitre 21, et ses amendements, selon que le déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, ou dans l'un et l'autre de ces fonds, dans les proportions qu'il indiquera.

**3.** Every sum which the Government of the Province of Quebec shall receive, should the case arise, from the Government of Canada, or from the National Conference of Canadian Universities, or from the Canada Council, or from any other body designated for such purpose, out of the amounts which, according to the intention of the Government of Canada, may have been intended for the universities of the Province, shall be paid into the sinking-fund constituted by the Act respecting capital investments in real estate of universities (8-9 Elizabeth II, chapter 5 or into the education fund constituted by the act 10 George VI, chapter 21, and amendments, as the Lieutenant-Governor in Council shall determine, or into both of such funds, in such proportions that he shall specify.

Emploi.

Toute somme versée au fonds d'éducation en vertu du présent article doit être employée exclusivement à des subven-

Every sum paid into the education fund under this section shall be used exclusively for special grants to the universities of

tions spéciales aux universités de la province, qui seront accordées aux conditions et pour les montants que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera.

the province, which shall be awarded on such conditions and for such amounts as the Lieutenant-Governor in Council shall determine.

Entrée en  
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction. <sup>Coming  
into force.</sup>